

→ Transversal 2003

- 001 ●
- 002 ●
- 003 ●
- 004 ●
- 005 ●
- 006 ●
- 007 ●
- 008 ●
- 009 ●
- 010 ●

*Indicateurs internationaux
et mise en perspective de l'économie française*

→ Une publication de
l'Institut de l'Entreprise
avec le concours de Rexecode

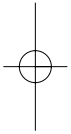
*International Indicators
Putting the French Economy into Perspective*

→ An Institut de l'Entreprise
Publication

Compiled with Rexecode



institut de l'entreprise



La rédaction de cette plaquette a été achevée à la fin novembre 2002

© Institut de l'Entreprise, 2003

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays

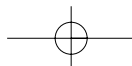
Directeur de la publication : Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'Entreprise

This publication was finalized at the end of November 2002

© Institut de l'Entreprise, 2003

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, translated, adapted or used without permission in writing from the publisher

Directeur de la publication: Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'Entreprise



sommaire / summary

Conjoncture, défense et vaisseau Terre	10
<i>Business Cycles, Defense Issues, and Spaceship Earth</i>	14
Trente indicateurs pour situer la France	18
<i>Thirty Indicators to Put France in Context</i>	22
Croissance/Growth	
Taux de croissance du PIB (en %) <i>GDP Growth Rates (%)</i>	26
Taux de croissance du PIB par habitant (en %) <i>Per Capita GDP Growth (%)</i>	28
Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne <i>GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union's Growth Rates</i> ..	30
Productivité/Productivity	
Productivité par tête (en %) <i>Per Capita Productivity (%)</i>	32
Coûts horaires/Costs per Hour	
Coûts horaires de la main-d'œuvre <i>Labor Costs per Hour</i>	34
Investissement/Investment	
Taux d'investissement en valeur des entreprises (en %) <i>Corporate Nominal Investment Rates (%)</i>	36

Parts de marché à l'export/Export Market Shares

Parts de marché à l'exportation (en %) 38
Export Market Shares (%)

Emploi total/Total Employment

Taux d'emploi total (en %) 40
Total Employment Rates (%)

Emploi privé/Private Sector Employment

Taux d'emploi privé (en %) 42
Private Employment Rates (%)

Emploi public/Public Sector Employment

Part de l'emploi public dans l'emploi total (en %) 44
Share of Public Employment in Total Employment (%)

Dépenses publiques/Public Spending

Poids des dépenses publiques dans le PIB (en %) 46
Public Spending Share in GDP (%)

Épargne des ménages/Households' Savings

Taux d'épargne des ménages (en %) 48
Households' Savings Rates (%)

Chômage/Unemployment

Taux de chômage (en %) 50
Unemployment Rates (%)

Inflation/Inflation

Taux d'inflation (en %) 52
Inflation Rates (%)

Taux d'intérêt/Interest Rates

Taux d'intérêt nominaux à court terme 54
Nominal Short-Term Interest Rates

Taux d'intérêt/Interest Rates

Taux d'intérêt nominaux à long terme <i>Nominal Long-Term Interest Rates</i>	56
---	----

Croissance/Growth

Taux de croissance moyen du PIB, du PIB par habitant et de la productivité par tête <i>Average Growth Rates for GDP, Per Capita GDP and Per Capita Productivity</i> . . .	58
---	----

**Démographie et développement/
Population and Development**

Indicateurs démographiques et de développement <i>Population and Development Indicators</i>	60
--	----

**Activité et chômage/Labor Force Participation
and Unemployment**

Indicateurs d'activité et de chômage <i>Labor Force Participation and Unemployment Indicators</i>	62
--	----

Education/Education

Indicateurs d'éducation <i>Education Indicators</i>	64
--	----

Recherche-développement/Research and Development

Indicateurs de recherche-développement <i>Research and Development Indicators</i>	66
--	----

Prélèvements/Fiscal and Parafiscal Levies

Principaux prélèvements obligatoires <i>Fiscal and Parafiscal Levies</i>	68
---	----

Minima sociaux/Minimum Wages

Salaire minimum et Taux de syndicalisation <i>Minimum Wage and Unionization Rate</i>	70
---	----

Pages thématiques / Special Section

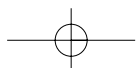
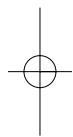
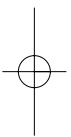
La place de la France dans la zone euro <i>France and the Euro Zone</i>	72
La répartition de la valeur ajoutée et de l'emploi entre les secteurs <i>Value Added and Employment: a Sectoral View</i>	74
Le marché du pétrole <i>The Oil Markets</i>	76
Les dépenses militaires dans le monde <i>World Military Expenditure</i>	78

Technologies de l'information / Information Technologies

Marché des TIC, de la téléphonie mobile et nombre d'internautes <i>Markets for ICTs and Mobile Phones, Internet Use</i>	80
Dépenses en recherche et développement dans l'industrie et les services de TIC <i>Research and Development Spending in ICT Manufacturing and Services</i>	82

Développement durable / Sustainable Development

Développement durable <i>Sustainable Development</i>	84
---	----



Conjoncture, défense et vaisseau Terre

Les indicateurs de TRANSVERSAL 2003 confirment pour l'essentiel les tendances constatées l'an dernier à la même époque. Du côté des mauvaises nouvelles, nous ne rattrapons pas le niveau de vie de pays qui, comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni, dépassent le nôtre depuis une dizaine d'années, nous avons même rétrogradé dans le classement de la zone euro et plus généralement des pays développés.

Notre taux d'investissement productif reste sensiblement inférieur à celui de l'Allemagne et des Pays-Bas notamment et ceci n'est pas de bon augure pour l'avenir. Nos parts de marché à l'exportation continuent à rétrograder comme d'ailleurs celles de tous les grands pays d'Europe occidentale. Malgré une légère tendance à la baisse, la France se distingue encore par un poids des dépenses publiques dans le PIB largement supérieur à celui de la plupart des pays développés. Même s'il a amorcé un reflux, notre taux de chômage reste très supérieur à celui des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des Pays-Bas ... En dehors de la Corée du Sud, c'est la France qui affiche le taux de croissance moyen de son PIB le plus faible depuis 1985. Ceci vaut bien sûr par rapport à la moyenne européenne et nous avons été pendant près de deux décennies à l'arrière du peloton européen. Nos dépenses de recherche-développement et nos dépôts de brevet dans plusieurs pays nous classent loin derrière les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne.

Enfin, le taux de syndicalisation français est sensiblement plus faible que dans tous les autres pays de la communauté européenne et la France est aussi le pays où ce taux a le plus baissé depuis 1970.

Les bonnes nouvelles sont plus rares, mais sont loin d'être négligeables pour autant. Si notre PIB a rétrogradé pendant 15 ans par rapport à la moyenne européenne, la croissance de la France est très légèrement supérieure à celle de l'Union Européenne en 2001 et surtout le taux d'épargne des ménages français reste sensiblement supérieur à celui observé en Allemagne, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ... Et certains économistes pensent qu'il y a une

corrélation à long terme entre taux d'épargne et taux de croissance du PIB. Enfin, nous sommes le deuxième pays d'accueil, après la Grande-Bretagne, pour les investisseurs étrangers. Alors que les dirigeants d'entreprise interrogés par le World Economic Forum (Davos) s'accordent pour rétrograder la France de la vingtième à la trentième place dans le domaine de la compétitivité, l'hexagone apparaît même comme l'un des rares pays développés à avoir attiré davantage d'investissements étrangers en 2001 qu'en 2000 selon l'OCDE.

Au total, la France ne brille pas particulièrement au sein de l'Union Européenne à 15. Sa position est très moyenne, alors qu'elle fut brillante dans les années 60 et le début des années 70. C'était l'époque où les futurologues anglo-saxons nous prédisaient un destin éminent, celui par exemple de 3^e ou 4^e puissance mondiale. Nous avons hélas déjoué leur pronostic et n'améliorons guère notre rang quel que soit le critère retenu.

Si, suivant Napoléon, très en vogue en 2002, « la vaillance et l'amour de la gloire sont chez les Français un instinct, un espèce de sixième sens », ils sont bien affadis en ce début de troisième millénaire, alors qu'ils pourraient nous inciter, plutôt que d'être spectateurs de l'Europe, à l'ensemencer en concepts permettant de concilier croissance, éthique, solidarité, justice et préservation de notre petite planète.

Côté défense, les chiffres de Rexecode indiquent que si la France détient le troisième budget militaire mondial, en croissance pour la première fois depuis une bonne dizaine d'années, celui-ci ne représente que 5 % des dépenses mondiales, contre 36 % pour les dépenses militaires américaines. Au total l'effort militaire européen reste très largement inférieur aux dépenses du Pentagone. En clair, certains seraient tentés de penser que l'Europe n'accepte toujours pas de payer le prix de sa défense. L'Europe en est toujours réduite à demander assistance militaire aux Etats-Unis, dont le poids économique n'est pas plus important que le sien, dans les Balkans et ailleurs. Même si certaines menaces semblent avoir disparu, d'autres ont fait spectaculairement surface et nous ne pouvons nous satisfaire d'une Europe désarmée ; nous avons besoin d'une assurance-vie qui devra un jour résulter de l'édification d'un pilier européen de défense. La piteuse prestation de la communauté européenne pendant la guerre du Golfe doit servir de leçon et permettre d'en finir avec cette infirmité de l'Europe. Et l'industrie a besoin de cette Europe de défense si l'on songe notamment que le budget de défense américain consacre 10 à 15 fois plus que le budget français à la recherche

dans l'électronique. Aux Européens de concrétiser aujourd'hui la mise en place d'une telle politique, sauf à prendre le risque de voir la protection militaire américaine facturée à son coût réel, comme ce fût le cas lors de la guerre du Koweït. Les choses sont claires, tout a un prix, même si le lien est fort et amical entre l'Europe et les Etats-Unis, lui qui résulte d'une même croyance aux valeurs de liberté. Pour une fois les trajectoires de la puissance économique et militaire sont en phase. Les Etats-Unis sont aujourd'hui plus forts militairement et économiquement et l'Europe est loin du compte. Il est permis d'espérer que la première puissance commerciale du monde qui réalise la plus forte concentration industrielle du monde sera bientôt capable de jouer un rôle en matière de défense à la mesure de ses dimensions économiques qui en font le carrefour commercial et industriel de la planète.

Enfin, Transversal 2002 s'aventure pour la première fois sur le terrain du développement durable défini en 1987 par le rapport Brundtland. Les Etats-Unis sont responsables à eux seuls de presque un quart des émissions de dioxyde de carbone au niveau mondial. Notre équipement nucléaire résultant d'un effort intense dans les années 60-70 fait de nous, en revanche, un contribuable mineur à l'effet de serre.

Dans ce domaine, au pays de Descartes, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'on ne peut traiter que des problèmes identifiés ; les politiques de durabilité doivent être fondées sur la connaissance scientifique des facteurs sur lesquels elles ont l'ambition d'agir. Si l'effet de serre recèle beaucoup d'incertitude, doit-on s'abstenir devant des phénomènes mal connus parce que les savoirs ne sont pas stabilisés ? Sans doute faudrait-il en savoir plus avant d'agir, mais ne sera-t-il pas alors trop tard ? Il s'agit de privilégier le principe bien connu de précaution ou de prudence. Mais les actions menées peuvent bouleverser des comportements et des équilibres, le principe de précaution ne doit être adopté que pour les dossiers dans lesquels existent des suspicions ou des présomptions notoires. Le principe de prudence, ce pari pascalien, nécessite lui-même des garde-fous, c'est-à-dire des formes d'application raisonnables.

A tout le moins, les émissions de pollution et de déchets doivent-elles rester compatibles avec la capacité d'assimilation et le rythme d'adaptation du milieu naturel. Conformément au principe de prévention, les limites d'émission de substances dangereuses, quand elles ne peuvent être évitées, doivent être aussi

contraignantes que l'autorisent les meilleures technologies et celles à venir qui doivent être encouragées.

Mais le développement durable, c'est aussi la dimension éthique qui résulte de la solidarité intergénérationnelle et le maintien d'une diversité culturelle et biologique. Des centaines de millions d'années d'évolution végétale et animale ont été nécessaires pour adapter les formes de vie actuelles à la planète que nous connaissons. Conserver la diversité biologique, c'est, par prudence, préserver un système qui entretient la vie.

L'espèce humaine ressemble curieusement à un véhicule en pleine vitesse, conduit par d'innombrables pilotes vers un avenir incertain. Le concept de développement durable indique une direction qu'il serait suicidaire de ne pas prendre, mais il ne doit pas non plus servir d'alibi à tous les renoncements. Existe-t-il des droits intrinsèques de la nature ? L'accomplissement de l'homme, n'est-ce pas l'homme lui-même d'aujourd'hui et de demain ?

B. Esambert

Président de la Commission Benchmarking International

Business Cycles, Defense Issues, and Spaceship Earth

Indicators published in *Transversal 2003* largely confirm trends highlighted just a year ago. On the bad news front, France has not caught up with the living standards of countries such as the United States and the United Kingdom behind which it has been lagging for a decade or so, even reducing its rank among countries of the euro zone and more generally developed countries.

France's business investment rate is still significantly lower than that of Germany or the Netherlands, for instance, and this does not augur well for the future. France's export market shares have also been slipping, as have for that matter those of all major Western European countries. Despite a slight downward trend, the share of public expenditure in France's GDP remains significantly higher than that of most other developed countries. As for France's unemployment rate, it is still much higher than in the United States, the United Kingdom, Germany, and the Netherlands, despite the fact it has started ebbing... Excluding Korea, France is the country under review which comes in with the lowest average GDP growth since 1985. This obviously also means that France is lagging behind average rates for Europe: and indeed, over the last two decades, it has been trailing behind that group as well. Research and development expenditure and patent filings for France are also much lower than in the United States, Japan, or Germany.

Finally, unionization rates in France are significantly lower than in all the other European Union countries and France is furthermore the country where these rates have most decreased since 1970.

Good news is harder to come by, but is however not negligible. Although France's GDP has spent the last 15 years dropping as compared to European averages, in 2001 France's growth was slightly higher than for the European Union as a whole and more importantly, France's households' savings rate remained significantly higher than that of Germany, the Netherlands, the United States, or the United Kingdom... And, according to some economists, in the long term savings rates correlate positively with GDP growth rates. Finally, France ranks number two, worldwide, with the United Kingdom number one, as a destination for foreign business investment. According to the OECD, and despite the fact that a business leaders' survey conducted by the World Economic Forum (Davos) downgraded France, in terms of competitiveness from number 20

worldwide to number 30, in 2001 France seems to have been one of the few developed countries to have attracted more foreign investment than in 2001.

All in all, France's is distinctly not the brightest star of the European Union's 15 member states. Its performance is currently very average, after having been brilliant in the sixties and the early seventies. At that point in time futurologists in the United States and the United Kingdom were wont to forecast a rosy future for France, with a number 3 or 4 ranking worldwide. Unfortunately France has disproved these forecasts and its ranking has not improved, whatever criteria one may use.

To quote Napoleon, whose popularity seems to be very much on the rise in 2002, "valiance and the love of glory" may well have been "an instinct, akin to a sixth sense" for the French, but in these early days of the third millenium they seem to have become singularly spineless, passive observers of Europe if you will, whereas they could be taking a more proactive stance, pushing the Union to reconcile growth, ethics, solidarity, justice, and the preservation of our small planet.

In terms of defense spending, Rexecode data ranks France number three worldwide, up for the first time in about a decade, but in global terms, this spending weighs in at 5%, as against 36% for the United States. All in all, military spending in Europe remains significantly below Pentagon levels. To put it bluntly, some might be tempted to feel that Europe isn't yet pulling its weight in defense terms. Europe is still basically asking the United States for military assistance in the Balkans and elsewhere, whereas the economic weight of the United States is not any greater than its own. Although some threats seem to have disappeared, other have on the contrary spectacularly surfaced and we cannot abide by a disarmed Europe; we need a life-insurance policy, and this should in time lead to the construction of a European defense pillar. Europe's pitiful showing during the Gulf war should be a lesson, and help Europe turn the page on its weakness. Not to mention the fact that business needs this to happen – consider the simple fact that US defense spending allocates 10 to 15 times more funding to research in electronics than does France. The time has come for Europeans to take concrete steps to implement their policy in this field, failing which they will run the risk of being billed for US military protection at actual cost, as was the case during the Koweit war. We need to be clear about this: everything has a price, however strong and warm the ties may be which bind Europe to the United States, stemming as they do from a shared belief in the values of freedom. Economic and military power are currently in sync, with the United States very much stronger on both counts than is Europe. We can but hope that the world's leading trade power, with the leading manufacturing concentration, will soon be able to hold it own in terms of defense, playing a role commensurate to its economic power at the crossroads of our planet's trade and industry.

Finally, Transversal this year has for the first time decided to look into sustainable development issues, as defined in 1987 by the Brundtland Report. The United States is singly responsible for almost one fourth of all CO2 emissions globally. France's nuclear energy industry, intensively

developed in the sixties and seventies, conversely explains our country's much lower contribution to the generation of greenhouse gases.

In this respect, and since France is the original Cartesian country, there may be a point in recalling that only properly identified problems can truly be dealt with; sustainable policies must be grounded in the scientific understanding of those factors which they claim to impact. Greenhouse gases and their impact on global warming may still be uncertain, but is this reason enough to abstain from decision-making in the face of ill-understood phenomena simply because the relevant knowledge is not yet completely stabilized? It would no doubt be preferable to know more about the issues at hand, but can we really afford to wait? What needs to be put forth is the precautionary principle. But decisions and action taken pursuant to these decisions may upset behaviour patterns and global equilibria, and that is why the precautionary principle should only be applied when there is considerable, hard-to-challenge circumstantial evidence. The precautionary principle is, after all, a bet on future developments, and as such it requires a number of safeguards in the form of reasonable implementation.

In any event, pollution and the generation of waste must be contained so as to be compatible with nature's ability to assimilate and the time it requires to adapt. In accordance with the precautionary principle, hazardous emissions which cannot be avoided must be capped as rigorously as possible using the best available technologies, while further technological development is encouraged.

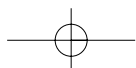
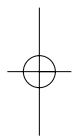
But sustainable development is also about the ethical dimension stemming from intergenerational solidarity and the need to preserve cultural and biological diversity. It has taken hundreds of millions of years for plant and animal life to evolve into the adapted forms we know today. Preserving biological diversity means making sure we preserve a system which supports life.

The human species is strangely similar to a very fast moving vehicle, piloted by a huge host of drivers hurtling forward towards an uncertain future. The concept of sustainable development is pointing us into a direction we would be suicidal not to take, but it should not be used as an alibi for all and any forms of renouncement. Does nature have intrinsic rights? Isn't mankind's greatest achievement mankind as it is today, and indeed mankind as it will be tomorrow?

B. Esambert

Chairman, International Benchmarking Committee

Conjoncture, défense et vaisseau Terre
Business Cycles, Defense Issues, and Spaceship Earth



Trente indicateurs pour situer la France

Pour la quatrième année, la commission « Benchmarking » de l'Institut de l'Entreprise, en partenariat avec Rexecode, a réuni dans Transversal 2003 un ensemble d'indicateurs macroéconomiques permettant de comparer les performances des grands pays.

Il est vrai que la situation d'un pays ne peut pas se résumer à quelques indicateurs mais toute comparaison objective doit s'appuyer sur des données chiffrées. Pour permettre une continuité dans cette comparaison, nous avons choisi de maintenir le même échantillon de pays, regroupant les cinq plus grands (États-Unis, Japon, Allemagne, France et Royaume-Uni) et deux de taille plus petite (Pays-Bas et Corée du Sud). Les données sont tirées en majorité des comptes nationaux et des comparaisons internationales publiés par l'OCDE. D'autres viennent de la base de données Teleco de Rexecode.

Une première partie de Transversal 2003 présente un ensemble de graphiques comparatifs de longue période (trente à quarante ans) : croissance et niveau de vie réel par habitant, taux d'investissement (qui reflète l'effort de préparation à l'avenir), parts de marché à l'exportation (qui indiquent la compétitivité), emploi et inflation. A ces données s'ajoutent des indicateurs relatifs au poids du secteur des administrations publiques (en termes de dépenses et en termes d'emplois). Quelques variables financières viennent compléter le tableau : taux d'épargne des ménages, taux d'intérêt à court et à long terme. Pour la majorité des indicateurs de cette première partie, la dernière année renseignée est 2001. Une deuxième partie est constituée de tableaux permettant de comparer les pays étudiés sous des aspects plus structurels tels que la démographie, l'éducation, la recherche et développement ou les prélèvements fiscaux. Enfin la troisième et dernière partie de Transversal 2003 correspond aux pages thématiques suivantes : classement des pays de l'Union européenne selon le PIB par habitant, marché du pétrole, dépenses militaires dans le monde, technologies de l'information et des communications (TIC) auxquels s'ajoutent deux thèmes abordés pour la première fois cette année : la répartition de la valeur ajoutée entre les secteurs

et le développement durable.

L'année 2001 a été marquée par l'arrêt d'une longue période de forte croissance mondiale, tirée en grande partie par une économie américaine robuste. De 1993 à 2000, le PIB américain, exprimé en taux de croissance lissé sur six ans, progresse de 3,1 % par an, soit un rythme plus rapide que celui de l'Union européenne (2,1 %). En revanche, le Japon s'installe dans une stagnation quasi-chronique, depuis l'éclatement de la bulle spéculative sur l'immobilier au début des années 1990. La croissance française se consolide progressivement.

Entre 1995 et 2000, les gains de productivité (accroissements annuels de la production nationale par personne employée) se sont redressés aux Etats-Unis. Bien qu'ils aient ralenti en 2001, ils restent au-dessus de 2 % l'an. En Europe, les gains de productivité annuels sont orientés à la baisse depuis 1997, ils ressortent en hausse de seulement 1,1 % l'an en 2001, soit un niveau très proche du niveau observé au Japon (1,2 %). Une explication de l'avance des Etats-Unis en matière de gains de productivité est liée à la diffusion des technologies de l'information et de la communication. Qu'il s'agisse de la diffusion des TIC ou des dépenses de recherche et développement dans l'industrie et les services liées aux TIC, les pays européens, hors Royaume-Uni, sont sensiblement décalés par rapport aux Etats-Unis.

En France, les gains de productivité annuels sont proches de 1,1 % en 2001 dans le secteur marchand. La contrepartie positive est un enrichissement de la croissance en emploi, ce qui implique un ralentissement du salaire moyen par tête. La part de l'emploi dans la population en âge de travailler s'est un peu redressée en France mais elle reste à un niveau très bas. Par ailleurs, sur la période 1986-2001, le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant en France reste le plus faible des sept pays étudiés.

Comment expliquer cette évolution de l'économie française ? En terme de croissance économique, la France faisait mieux que la moyenne de l'Union européenne du milieu des années soixante au début des années quatre-vingt. La perte de compétitivité due à l'accroissement des coûts au début des années quatre-vingt, puis le niveau très élevé des taux d'intérêt dans la première partie des années quatre-vingt dix ont transformé cet avantage de croissance en retard de croissance. Depuis quelques années, l'écart de croissance entre la France et l'Union européenne tend à se réduire. D'ailleurs, la croissance française (en lissage sur six ans) a été très légèrement supérieure à celle de l'Union européenne pour

la première fois en 2001. Il est encore trop tôt pour savoir si cette tendance va perdurer dans les prochaines années.

En matière de compétitivité, on constate que la part des exportations françaises dans les exportations mondiales recule en tendance depuis une dizaine d'années. Plus généralement, ce sont les parts de marché à l'exportation de tous les pays européens qui tendent à reculer, les pays gagnants étant les Etats-Unis et les pays d'Asie émergente. Plus inquiétante est la perte de parts de marché en valeur de la France dans la zone euro alors que ses parts de marché exprimées en volume restent stables. Tout se passe comme si la France maintenait ses parts de marché en volume au prix d'une compression des valeurs et des coûts, ce qui pèse finalement sur l'évolution du revenu national.

Pendant longtemps, les gains de productivité par personne employée ont été plutôt élevés en France. Les décennies soixante-dix et quatre-vingt se sont caractérisées par de fortes hausses du coût du travail et, de ce fait, par un effort de substitution du capital au travail. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, ces gains de productivité par personne employée se sont tassés relativement aux autres pays, la modération du coût du travail et les baisses des charges sociales à partir de 1993 ayant réduit le rythme de substitution du capital au travail. Dans la première partie de la décennie, la croissance était trop faible pour entraîner des créations d'emploi. Dans la deuxième partie de la décennie, le retour à des conditions de taux d'intérêt et d'équilibre public plus normales a permis le retour à la croissance à partir de la fin 1996. Comme cette croissance est en outre devenue plus riche en emploi, il en est résulté de fortes créations d'emplois et une baisse du chômage jusqu'au ralentissement de l'année 2001.

La poursuite du mouvement suppose un effort d'investissement durable et soutenu et, surtout dans un contexte de temps de travail diminué, le maintien durable d'une modération salariale. Le taux d'emploi privé, qui rapporte le nombre des personnes employées dans le secteur privé au nombre total de personnes en âge de travailler se redresse, mais il reste de loin le plus bas de tous les pays étudiés. Le poids des dépenses publiques dans le PIB est et demeure en revanche le plus élevé.

Les indicateurs de l'activité nominale confirment que la France a su se débarrasser de l'inflation, stabiliser son taux de change et jouer ainsi un rôle crucial dans la formation de l'Union européenne, et qu'elle pourrait retrouver une croissance plus stable et plus forte. Mais ils confirment également la position encore atypique de l'économie française, avec des niveaux élevés des dépenses

et de l'emploi publics, et un taux de chômage encore trop élevé.

En 2001, la part de l'emploi privé dans la population en âge de travailler se situe plus de six points au-dessous de la moyenne de l'Union européenne, plus de dix points au-dessous de celle de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, plus de quinze points au-dessous de celle du Japon et des Etats-Unis. La contrepartie de cette situation est un niveau exceptionnellement élevé du poids des dépenses publiques (et des prélèvements obligatoires) dans le PIB, avant même que les charges supplémentaires impliquées par le vieillissement de la population ne soient prises en compte.

Les graphiques et tableaux comparatifs présentés ci-après ne manqueront pas de susciter des interrogations et des réactions. Leur objet est précisément d'éclairer et d'alimenter le débat public sur la position de l'économie française dans le monde. Nous souhaitons qu'ils soient utiles au plus grand nombre.

Michel Didier
Directeur de Rexecode

Thirty Indicators to Put France in Context

For the fourth year running, the Institut de l'Entreprise's Benchmarking Committee in partnership with Rexecode has developed for Transversal, and in this case for its 2003 issue, a set of macroeconomic indicators reflecting the relative performance of a number of major countries.

Clearly, although countries cannot be understood on the sole basis of a few indicators, objective comparisons need to be grounded in quantitative data. For reasons of continuity, we have retained the same sample of countries as in previous issues, ie the world's five leading economies (the United States, Japan, Germany, France, and the United Kingdom) and two smaller countries (the Netherlands and Korea). Data has been drawn mainly from national accounts and international comparisons published by the OECD. Another source used was Rexecode's Teleco database.

The first section of Transversal 2003 is made up of a number of graphs comparing long term trends (ie, trends over periods of thirty to forty years) in growth and real per capita standards of living, investment rates (which reflect efforts made to prepare for the future), export market shares (which indicate competitiveness), employment, and inflation. Then come a number of indicators reflecting the relative weight of central government (in terms both of spending and employment). A number of financial variables supplement this picture: households' savings rates, short and long term interest rates. Most tables and charts cover data up to 2001. The second section presents a set of tables aiming to compare the countries under review from the point of view of a number of more structural aspects, such as demographics, education, research and development, as well as tax revenues. Finally, the third and last section of Transversal 2003 focuses on specific issues such as the relative position of the European Union in terms of per capita GDP, the oil market, defense spending worldwide, and information and communications technologies (ICTs), as well as on two topics addressed this year for the very first time, ie a sectoral view of added value and sustainable development.

2001 marked the end of a sustained period of strong growth for the world economy, largely attributable to the robustness of the US economy. From 1993 to 2000, the United States' GDP adjusted over a six-year period grew at an average annual rate of 3.1 %, which is more than the rate observed in the European Union (2.1 %). Japan, conversely, has been in a state of quasi-chronic stagnation since the early nineties when the real estate bubble burst. In France, growth has gradually consolidated.

Between 1995 and 2000, productivity gains (expressed in terms of annual increases in national output per employee) moved upwards in the United States. Although slower in 2001, they remained above 2% per annum. In Europe annual productivity gains have been trending down since 1997, and totaled barely 1.1% in 2001, ie a level comparable to that of Japan (1.2%). The United States' high performance has been assigned to the spread of information and communications technologies. On that count, as on that of research and development expenditure in ICT-related manufacturing and services, European countries, excluding the United Kingdom, are clearly lagging behind the United States.

In France, annual productivity gains in the trading sector were close to 1.1% in 2001. The silver lining there has been an increase in job creation, and a subsequent slowing down of average per capita wage levels. In France, employment among the potential, working-age population has edged upwards but remains at very low levels. Over the 1986-2001 period France's average annual per capita GDP growth remained the lowest of all seven countries under review.

How can we explain these developments in the French economy? In terms of economic growth, France did better than the European Union average from the mid-sixties to the early eighties. In the early eighties loss of competitiveness deriving from cost increases, and very high interest rate levels over the first half of the nineties then turned this growth edge into a growth lag. Over the last few years, the growth gap between France and the European Union has tended to shrink. In 2001, for the very first time France slightly outperformed the European Union in terms of growth (adjusted over a six-year period). This reversal is however still too recent for us to know whether it will be sustained over the next few years.

In terms of competitiveness, France's share in world exports has been on a downward trend for about a decade. More generally, all European countries' export shares have been contracting, with the United States and emerging Asian economies taking up the slack. What is however more of a cause for concern is the fact that France's export market shares have been declining in value terms, within the euro zone, while remaining stable in real or volume terms. France seems to be preserving its market shares in real terms by exerting downward pressure on costs and value, which in the end may bear down on national income.

For a long time, productivity gains per person employed were fairly high in France. The seventies and eighties were marked by sharp increases in labor costs and consequently, by significant capital-for-labor substitution. Since the early nineties, productivity gains per person employed have been declining as compared to the other countries under review, because of both labor cost moderation and declining levels of social welfare contributions as of 1993, which led to an abatement of capital-for-labor substitution. Over the first half of the nineties growth proved too slow to generate any job creation. Over the second half, with the resumption of more

normal interest rate levels and renewed fiscal equilibrium, France's economy was back on a growth path as of 1996. As this growth proved more employment-rich than was previously the case, there was significant job creation, and a drop in unemployment, until the 2001 slowdown.

To be sustainable, this recent trend would require significant and durable investment as well as wage moderation over a number of years, especially in view of the decrease in the number of hours worked. Private sector employment rates, which link the number of individuals employed in the productive sector to the total number of working-age individuals, are growing but they are still, and by far, the lowest of all countries under review. The share of public spending in GDP is however still the highest.

Nominal output indicators confirm the fact that France has managed to do away with inflation, stabilize its exchange rate, and thus play a crucial role in the development of the European Union, and that it may now be on track for stronger and more stable growth. But these same indicators also confirm how atypical France's economy still is, with high levels of public spending and employment, and unemployment levels that are still all too high.

In 2001, the share of private employment in the working-age population was over six points below the European Union average, over ten points below Germany, the Netherlands, and the United Kingdom, and over fifteen points below Japan and the United States. Correspondingly, France has an exceptionally high public spending (and parafiscal levy) to GDP ratio, without even beginning to take into account the additional impact of an aging population.

The graphs and tables contained in the following pages will no doubt elicit questions and responses. Their goal is precisely to stimulate and enlighten public debate on France's economy and its place in the world. We hope they will prove helpful to as many people as possible.

Michel Didier
Chairman, Rexecode

Trente indicateurs pour situer la France
Thirty Indicators to Put France in Context

Taux de croissance du PIB (en %)

Il existe trois manières d'estimer le produit intérieur brut (PIB). La première est l'agrégation des valeurs ajoutées. La deuxième correspond à la somme des revenus distribués. La dernière, qui est la plus utilisée, recense l'ensemble des demandes émanant des différents agents. Le PIB est alors la somme comptable de la consommation et de l'investissement des ménages et des administrations publiques, de l'investissement des entreprises, de la variation des stocks et des exportations nettes des importations de biens et services.

Si les pays industrialisés fournissent une estimation trimestrielle de leur PIB, d'autres pays ne le publient qu'annuellement. Quant aux pays en développement, ceux-ci n'ont en général pas de système de comptabilité nationale.

Le PIB peut s'exprimer en volume ou en valeur. Le PIB en volume est calculé à partir du PIB en valeur que l'on corrige de l'évolution des prix des biens et services. L'évaluation du PIB en volume permet ainsi d'éliminer la hausse des prix et mesure l'enrichissement réel du pays entre deux périodes. De ce fait, le taux de croissance du PIB en volume est un indicateur central pour résumer la conjoncture économique d'un pays. Un taux de croissance positif (négatif) du PIB entre deux dates signifie que l'économie est en expansion (en contraction).

Les graphiques ci-contre représentent les taux de croissance annuels des différents pays étudiés. Le lissage sur six ans permet de gommer l'effet immédiat de la conjoncture et de faire apparaître une tendance.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2002.

GDP Growth Rates (%)

Gross Domestic Product (GDP) can be broken down in three different ways. The first of these approaches is value added summation. The second corresponds to the summation of distributed income. The third and most common adds up economic agents' demand. It posits GDP as the accounting summation of households' consumer spending and investment, central government spending and investment, business fixed investment, inventory change, and exports of goods and services, net of imports.

Industrialized countries publish GDP estimates on a quarterly basis, whereas some other countries publish GDP figures only once a year. Developing countries often do not have national accounts systems.

GDP figures may be expressed in real or nominal terms. Real GDP figures are computed on the basis of nominal figures, adjusted for price developments in goods and services so as to do away with their impact and measure the actual wealth generated in the country over a given period. Real GDP growth is thus a crucial economic indicator. When positive, it indicates the rate at which an economy is growing, when negative, the rate at which it is contracting.

The following graphs depict the rate at which the various economies under review have grown, on an annual basis. Smoothing by a six-year moving average highlights trends and cancels out the impact of business cycles.

Source : OECD Economic Outlook, June 2002.

Taux de croissance du PIB
GDP Growth Rates



→ L'année 2001 marque un ralentissement général de la croissance.

→ In 2001 growth slowed in all countries under review.

→ Même s'ils marquent un léger essoufflement en fin de période, les Pays-Bas ont connu une croissance très dynamique depuis 1995.

→ Despite some measure of slowing down towards the end of the period under review, growth in the Netherlands has been quite buoyant since 1995.

→ Les Etats-Unis connaissent un rythme de croissance supérieur à celui de la France et du Royaume-Uni depuis le milieu des années 1980.

→ Since the mid-eighties, growth in the United States has been stronger than in France and the United Kingdom.

Taux de croissance du PIB par habitant (en %)

On a tendance aujourd'hui à résumer la croissance d'une économie au rythme de progression de son produit intérieur brut (PIB). Mais ni le niveau ni l'évolution du PIB ne sont de bons indicateurs de « développement ». Pour avoir alors une première estimation du niveau de vie d'une économie, on peut diviser le PIB d'un pays par sa population totale. On obtient alors le PIB par habitant, qui mesure le revenu moyen par tête.

Pour permettre des comparaisons internationales, il est nécessaire d'exprimer le PIB du pays dans une monnaie commune. En général, on l'exprime en dollar, le taux de change retenu étant celui qui garantit la parité de pouvoir d'achat entre le pays et les Etats-Unis. Le taux de croissance du PIB par tête décrit alors la variation annuelle du niveau de vie par tête.

A partir du PIB par habitant, d'autres indicateurs de niveau de vie plus sophistiqués ont été développés, en particulier, l'indicateur de développement humain (IDH) présenté dans la fiche « démographie et développement ».

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2002.

Per Capita GDP Growth (%)

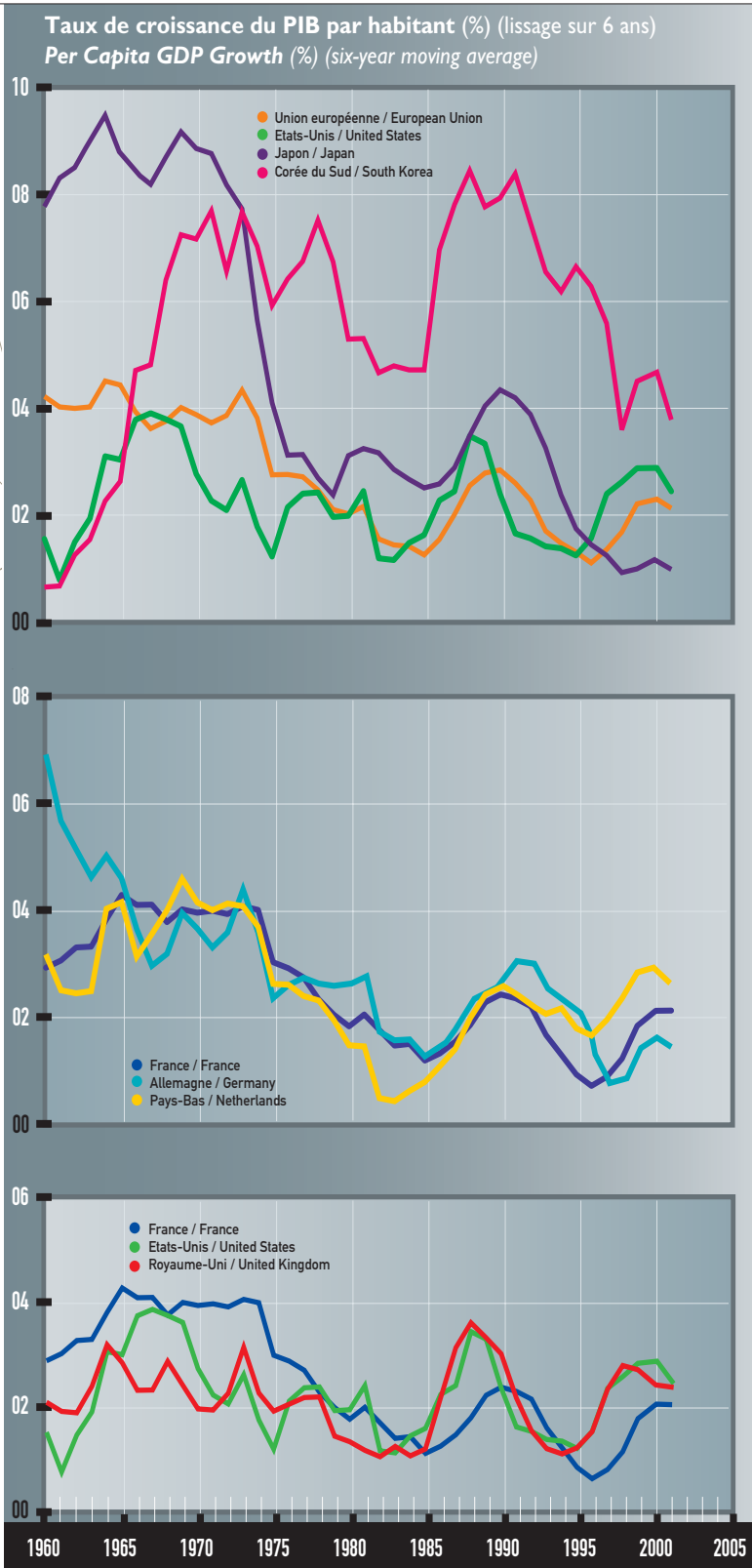
Current shorthand for domestic economic growth is the rate at which GDP is growing. However, neither absolute GDP levels nor their rate of growth are good « development » indicators. In order to get an initial approximation of living standards within a given economy, total GDP growth can be divided by total population. This indicates per capita GDP growth, which measures average per capita income.

With a view to drawing international comparisons, domestic GDPs must be expressed in a common currency. Generally this is the US dollar, and the exchange rate used is that which equalizes purchasing power parity for country A and the United States. Per capita GDP growth rates thus describe annual developments in the standard of living of the population concerned.

A number of more sophisticated living standards indicators have been developed on the basis of per capita GDP, including what is known as the Human Development Indicator (HDI), described below in the « Demographics and Development » section.

Source : OECD Economic Outlook, June 2002.

Taux de croissance du PIB par habitant
Per Capita GDP Growth



→ Les Etats-Unis ont toujours un niveau de vie largement supérieur à celui de l'Union européenne et du Japon.

→ Living standards in the United States remain significantly higher than in the European Union or in Japan.

→ Grâce à une croissance économique et démographique très dynamique, les Pays-Bas ont bénéficié d'un accroissement important de leur niveau de vie depuis 1995.

→ With strong economic growth and very dynamic demographics, living standards in the Netherlands have improved significantly since 1995.

→ Les Etats-Unis et le Royaume-Uni dépassent la France depuis une dizaine d'années.

→ Over the last ten or so years, the United States and the United Kingdom have been significantly ahead of France..

Écart de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne

écart de croissance

Les écarts de taux de croissance permettent d'apprécier la position relative des économies. La planche graphique ci-contre représente l'écart de taux de croissance (lissé sur six ans) de chacun des quatre pays européens avec la moyenne européenne.

Entre 1960 et 2001, c'est la croissance française qui a été la plus proche de la croissance de l'Union européenne, suivie de celle des Pays-Bas et de l'Allemagne. Le Royaume-Uni a connu les écarts de croissance les plus importants, son économie étant nettement plus corrélée avec celle des Etats-Unis qu'avec celle de l'Europe.

La croissance française a été légèrement supérieure à celle de l'Union européenne entre 1965 et 1985. Les quatorze années suivantes ont été marquées par un repli de la croissance française par rapport à celle de l'Union européenne. L'année 2001 marque le retour à un écart très légèrement positif.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2002.

GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union Growth Rates

Growth rate differentials help assess the relative performance of different economies. The graphs reproduced on the opposite page plot the growth rate differentials (smoothed by six-year moving averages) of each of the four European countries under review as compared to the European average.

Of the countries under review, France has most closely tracked European Union growth between 1960 and 2001, followed by the Netherlands and by Germany. The United Kingdom's economy has conversely least tracked European averages, as it correlates significantly more with the United States than with Europe.

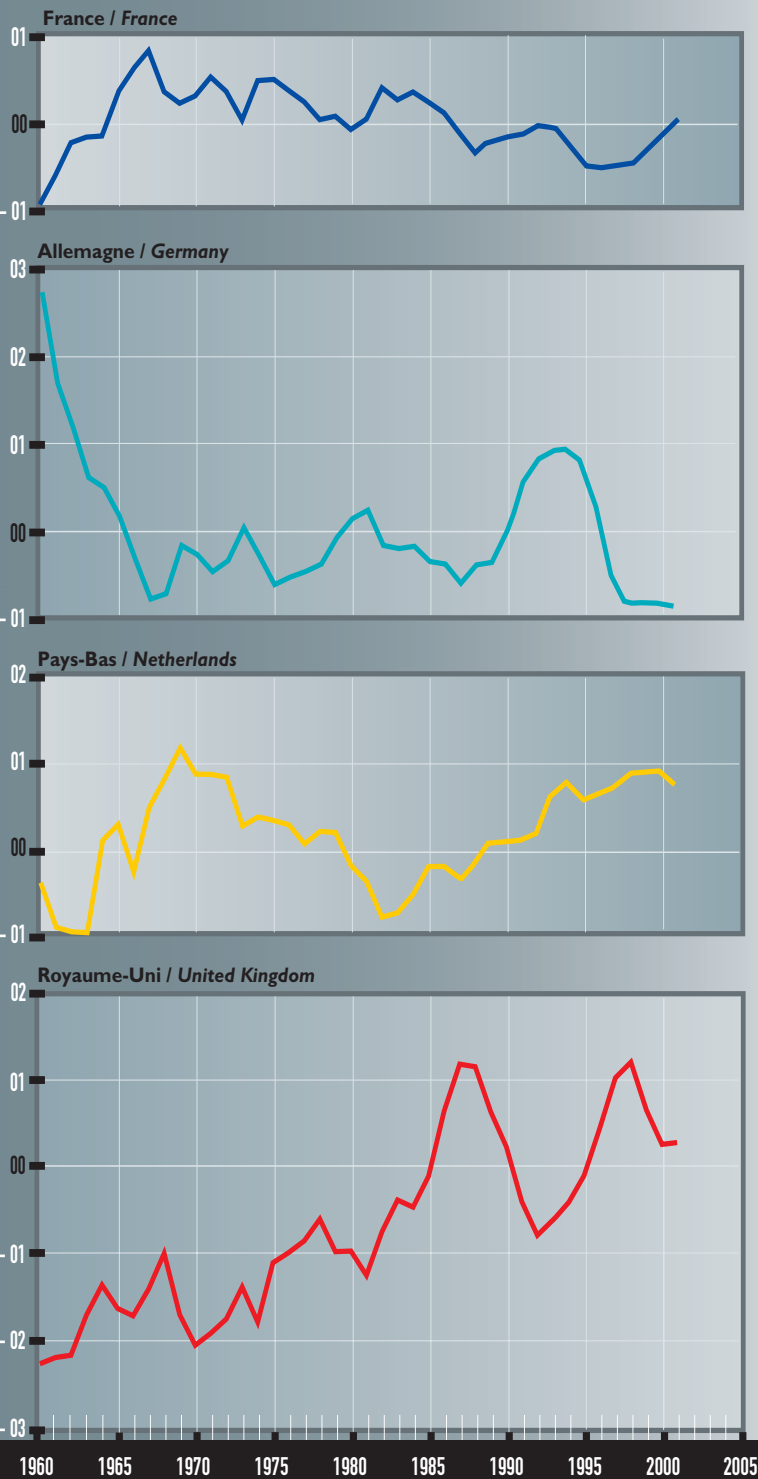
French growth somewhat outperformed the European average from 1965 to 1985. Over the subsequent fourteen years, French growth lagged behind European averages. In 2001, the differential turned slightly positive.

Source : OECD Economic Outlook, June 2002.

growth gap

Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne
 GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union Growth Rates

Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'UE (%)
 (lissage sur 6 ans)
 GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union Growth
 (%) (adjusted over six year periods)



→ Pour la première fois depuis 1986, la croissance de la France est très légèrement supérieure à celle de l'Union européenne en 2001.

→ For the first time since 1986, growth in France very slightly outperformed the European Union average in 2001.

→ A partir de 1997, la croissance allemande est devenue inférieure à celle de l'Union européenne. L'écart continue de se creuser très légèrement en 2001.

→ Growth in Germany has been underperforming the European Union average since 1997. The gap continued to widen slightly in 2001.

→ Depuis 1989, l'écart de croissance entre les Pays-Bas et l'Union européenne s'accroît régulièrement.

→ The growth differential between the Netherlands and the European Union has increased regularly since 1989.

→ Après s'être réduit depuis 1998, l'écart de croissance entre le Royaume-Uni et l'Union européenne tend à se stabiliser depuis deux ans.

→ After contracting since 1998, the United Kingdom's growth differential with the European Union has tended to stabilize over the last two years.

Productivité par tête (en %)

De manière générale, la productivité peut se définir comme le rapport entre un volume de production et les quantités de facteurs de production nécessaires à sa réalisation. Une hausse de la productivité signifie que la production augmente alors que les moyens mis en œuvre n'augmentent pas, ou en tout cas, pas dans les mêmes proportions, ou que l'on obtient un niveau de production identique en économisant des moyens. Les gains de productivité sont un indicateur de la bonne santé de l'économie étudiée puisqu'ils correspondent à un surplus de richesses créées grâce à l'amélioration de l'efficacité productive.

Cette productivité peut se mesurer aussi bien au niveau d'une entreprise que d'une branche ou que de l'économie nationale. On peut rapporter la production soit à l'ensemble des facteurs de production (productivité globale), soit à un seul des facteurs nécessaires (productivité partielle). Un exemple de productivité partielle est la productivité du travail, dite également productivité par tête. Elle se calcule en divisant le PIB en volume par le nombre d'actifs employés.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2002.

Per Capita Productivity (%)

Generally, productivity can be defined as the ratio of unit output volumes to the amount of inputs required for their production. An increase in productivity means that output has grown without any concurrent (or commensurate) increase in inputs, or that given output levels have been generated with less inputs. Productivity gains are an indicator of the robustness of the economy under review as they correspond to greater wealth generation through improved productive efficacy.

Productivity can be measured for corporations, industries, or whole economies. Output can be assessed in terms of all or single inputs (yielding, respectively, global or partial productivity measurements). Labor or per capita productivity is thus a case in point : it is computed by dividing real GDP by the number of employed workers.

Source : OECD Economic Outlook, June 2002.